

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 002

ARRÊTÉ PERMANENT

INTERDICTION DE CIRCULATION DES TRANSPORTS EN COMMUN ET DES POIDS LOURDS DE PLUS DE 3,5 T CHEMIN DU TRAVERSIER

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6 et L 2214-3,

VU le Code de la route et notamment ses articles R 110-2, R 411-8, R 411-17, R 411-25,

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5,

VU l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977,

VU l'avis de l'autorité gestionnaire de la voirie concernée,

Considérant l'étroitesse du chemin du Traversier

Considérant qu'en période estivale, la fréquentation de cette voie est plus importante et que les véhicules ont du mal à se croiser

Considérant qu'il existe un risque qu'un véhicule de plus de 3,5 tonnes reste coincé et paralyse la circulation

ARRÊTONS

Article 1 : La circulation des véhicules de transports en commun et les véhicules d'un poids total en charge supérieur à 3.5 T sera interdite sur le chemin du Traversier.

Article 2 : Cette interdiction ne s'appliquera pas aux véhicules détenteurs d'une dérogation, aux véhicules de services et aux véhicules de secours.

Article 3 : Conformément à l'article R 411-25 du Code de la Route, les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation d'entrée et sortie de la zone prévue par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967

Signé par : Hervé STASSINOS
Date : 18/01/2022
Qualité : MAIRE



Article 4 : Les règles de circulation définies à l'article R 110-2 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 5 : Les véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés aux frais, risques et périls des propriétaires.

Article 6 : Les Services Techniques seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour l'application du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<p>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</p> <p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>